

Brochure n° 3011

**Convention collective nationale**

IDCC : 700. – **PRODUCTION DES PAPIERS, CARTONS ET CELLULOSES**  
(Ingénieurs et cadres)  
(5<sup>e</sup> édition. – Avril 2003)

Brochure n° 3019

**Convention collective nationale**

IDCC : 1689. – **FABRIQUES D'ARTICLES DE PAPETERIE  
ET DE BUREAU**  
(Ouvriers, employés,  
agents de maîtrise, cadres)  
(7<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)

Brochure n° 3054

**Convention collective nationale**

IDCC : 925. – **DISTRIBUTION ET COMMERCE DE GROS  
DES PAPIERS-CARTONS**  
(Ingénieurs et cadres)  
(5<sup>e</sup> édition. – Septembre 2001)

Brochure n° 3068

**Convention collective nationale**

IDCC : 707. – **TRANSFORMATION  
DES PAPIERS-CARTONS  
ET DE LA PELLICULE CELLULOSIQUE**  
(Ingénieurs et cadres)  
(7<sup>e</sup> édition. – Juillet 2003)

Brochure n° 3135

**Convention collective nationale**

IDCC : 489. – **INDUSTRIES  
DE CARTONNAGE**  
(8<sup>e</sup> édition. – Juin 2004)

Brochure n° 3137

**Convention collective nationale**

IDCC : 614. – **INDUSTRIE  
DE LA SÉRIGRAPHIE**  
(9<sup>e</sup> édition. – Août 2004)

Brochure n° 3158

**Convention collective interrégionale**

IDCC : 802. – **PAPIERS CARTONS**  
(Distribution et commerces de gros)  
**OETAM**  
(4<sup>e</sup> édition. – Mars 2005)

**Convention collective nationale**

IDCC : 1492. – **PRODUCTION  
DES PAPIERS-CARTONS  
ET DE CELLULOSES  
(OEDTAM)**

**(5<sup>e</sup> édition. – Janvier 2005)**

---

■ *Journal officiel* du 12 août 2005

**Arrêté du 2 août 2005 portant extension d'un avenant à l'accord national professionnel portant création de l'OPCA-FORMAPAP dans les industries et le commerce des pâtes, papiers et cartons**

NOR : SOCT0511486A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1996 étendant l'accord national professionnel du 14 décembre 1994 portant création de l'OPCA-FORMAPAP dans les industries et le commerce des pâtes, papiers et cartons ;

Vu l'avenant n° 5 du 6 décembre 2004 à l'accord national professionnel susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 11 février 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 29 juillet 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord national professionnel du 14 décembre 1994 sur la formation professionnelle dans les industries et le commerce des pâtes, papiers et cartons, tel qu'il résulte de l'avenant n° 2 du 13 octobre 1995, à l'exclusion du secteur de la fabrication de classeurs, chemises, articles de signalisation et d'organisation et articles scolaires et de bureau en matières plastiques, les dispositions de l'avenant n° 5 du 6 décembre 2004 à l'accord national professionnel susvisé.

Le deuxième point (« de la prise en charge des frais de transport... ») du second alinéa (« correspondant au solde... ») du premier tiret du paragraphe C de l'article 2 de l'avenant est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article D. 918-7 du code du travail.

Le premier tiret du paragraphe G de l'article 2 de l'avenant est étendu sous réserve de l'application des dispositions du 4° de l'article R. 964-16-1 du code du travail, aux termes desquelles l'OPCA finance les dépenses de fonctionnement des centres de formation en alternance, dans les conditions du 6°, et dont le plafond ne peut être fixé par la commission paritaire nationale formation intersecteurs.

Le paragraphe M de l'article 2 de l'accord est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article R. 964-16-1 (5°) du code du travail, aux termes desquelles les dépenses faites pour le financement des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications s'effectuent dans la limite d'un plafond fixé par un arrêté ministériel du 21 février 2005.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté, pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 août 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des relations du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/53, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.